

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 18 • 30 AVRIL 2021 • CHF 3.-

Inde: le pays agonise, mais le gouvernement Modi privatise à tout-va page 3**Cinéma: La Sicile entre réfugiés et ferrailleurs dans le film «Il Mio Corpo»** page 4**Loi Covid, une situation électorale cornélienne** page 2

Crise partout, luttes aussi

1^{er} MAI 2021 • Pour la journée de luttes des salarié.e.s, les cortèges sillonneront les rues romandes pour revendiquer une justice sociale, climatique et féministe.

L'Union syndicale suisse (USS) organisera une manifestation numérique sur son site avec des reportages en direct suivant les actions devant les usines et sur les places publiques. Mais aussi des interventions vidéo de personnalités comme celle de Luca Vicentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), des manifestations en présentiel sont heureusement prévues dans toute la Suisse, notamment à Genève. «L'année passée, nous avions réalisé un rallye en ville, mais il est important pour les salarié.e.s de pouvoir reprendre la rue, ce qui est un droit démocratique fondamental. Il est important de déranger, car cela donne toute son ampleur à nos revendications et pour reconstruire un rapport de force face aux patrons», explique Davide De Fillippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS).

Comme dans le reste des cantons romands, la journée genevoise défendra un programme en trois volets, celui de la justice sociale, climatique et féministe.

Emploi: rester groupé

Pour le premier point, les militant.e.s veulent protéger les emplois, en créer de nouveaux, socialement utiles, et assurer la garantie des revenus par une compensation à 100% en cas de RHT ou de chômage. «Avec le télétravail, les personnes salariées sont toujours plus atomisées et leur contrat de travail individualisé. Il faut continuer à rester groupé pour défendre collectivement des CCT.

Il faut aussi permettre à chacun et chacune d'avoir une affiliation, que ce soit par le travail aux conditions stables ou en bénéficiant d'un bon filet social», assure Lydia Schneider, co-présidente du Parti socialiste genevois. Dernier point qu'elle entend mettre en avant à l'occasion de la Fête du travail: l'importance de défendre de bonnes prestations publiques, en évitant les coupes dans la santé ou l'éducation. «La justice sociale implique aussi une justice fiscale, alors que ces dernières années de nombreux cadeaux fiscaux ont été faits aux plus nanti.e.s», estime-t-elle.

Climat: ça chauffe et pollue

Le 1^{er} Mai sera aussi un tour de chauffe en prévision de la Grève pour l'avenir et la justice climatique du 21 mai. Outre les jeunes militant.e.s de la Grève du climat, les syndicats associations comme les grands-parents



pour le climat, partis concernés participeront à ce grand rendez-vous dans l'année. «En matière de protection du climat, il est bientôt trop tard. La question est de savoir qui va payer? Le système néolibéral, tant dans le monde qu'en Suisse, a donné des milliards aux pollueurs et aux entreprises qui délocalisent au détriment des besoins basiques de la population. Il est l'heure des comptes, de s'informer et d'agir. Nous ferons grève pour un avenir écologique, solidaire et équitable pour tous et toutes», argumente Patrick Chappuis du syndicat SSP.

Femmes: l'heure de la revalorisation

A l'occasion de la journée du 21 mai, la Grève pour l'avenir a publié récemment un *Manifeste* en 14 revendications. Celles-ci vont de la mise en œuvre d'une neutralité carbone le plus rapidement possible à une réglementation légale des industries «en accord avec les droits humains et les objectifs écologiques fondamentaux définis par l'ONU». La santé doit aussi être perçue comme un droit. Sans oublier des revendications pour la mise en place d'une démocratie délibérative directe, d'une organisation collective et démocratique de l'économie, d'un système financier transparent sans investissements polluants, de voies de migrations sûres et légales, ainsi que d'un système alimentaire social, paysan et agroécologique. Bref, le

projet est nettement plus ambitieux que la Loi CO₂ sur laquelle nous voterons le 13 juin.

Pour celles et ceux de la Grève des femmes et féministe aussi, les revendications sont en nombre. «Pendant la crise Covid, les femmes étaient en première ligne dans des secteurs essentiels, comme la santé, le nettoyage ou la vente. Du fait qu'elles touchent des petits revenus, elles sont touchées de plein fouet par la crise économique», explique Catalina Ravessoud, une membre du collectif genevois. «Nous lançons une bataille contre la révision AVS 21, qui augmentera l'âge de départ à la retraite des femmes, pour l'égalité salariale. Nous dénonçons aussi les violences contre les femmes, qui ont augmenté pendant la pandémie.» Vice-présidente du PdT, Hélène Ecuyer alerte sur le front marital: «En Suisse, les attaques contre l'instauration d'un mariage pour tous et toutes sont vives. On est en retard relativement à beaucoup d'autres pays»

«Il est important de réaffirmer une solidarité inter-générationnelle, alors qu'on a eu tendance à dresser des barrières entre aînés et jeunes», estime Ueli Leuenberger, vice-président de l'Avivo Genève, qui fera son retour dans le cortège du 1^{er} Mai. «Dans l'Histoire, les générations ont toujours lutté ensemble pour rendre la société plus juste», conclut-il. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Loi CO₂ ou l'art de la peinture politique

Au programme des votations figure la révision de la loi sur le CO₂. Si celle-ci ne propose qu'un petit pas dans la lutte pour la protection du climat, elle permet de s'adonner aux joies de la peinture.

La loi, elle-même, constitue un cas type de «greenwashing», ce marketing qui consiste à peindre en vert le capitalisme. En effet, comme le dénonce le POP Vaud, elle rate sa cible, puisque «les entreprises produisant massivement des émissions polluantes seront toujours exemptées de taxe CO₂ et que le secteur financier (qui émet 20 fois plus d'émissions que le territoire national) est largement épargné...». Effectivement, à en croire les explications du Conseil Fédéral (CF), actuellement, les entreprises de certaines branches, telle la métallurgie, peuvent être exemptées de la taxe, si elles s'engagent à réduire leurs émissions. Des exemptions que la loi étendrait à toutes les entreprises. Précisons qu'en cas de non-respect des engagements, une «prestation de remplacement» est prévue. Toutefois, elle ne s'élèverait qu'à 30% de la taxe, si les engagements ne sont pas respectés durant trois années consécutives, et 50% si ce n'est pas le cas durant plus de la moitié du temps sur lequel ils portent. Il faudra qu'ils ne soient pas respectés en 2030 pour devoir payer plein pot!

Alors que la peinture verte se fissure, il est un autre aspect de la loi qu'il faut repeindre, son injustice. D'une part, une taxation de l'importation de carburants, montera les prix à la pompe (jusqu'à 12 centimes par litre). D'autre part, une taxation du secteur aérien s'appliquera sur les billets, allant de 30 à 120 francs. Ces coûts, «non-échelonnables» en 2030, pour les consommateurs.trices, y compris les moins fortuné.e.s, le PS les présente avec sa plus belle peinture rouge en parlant de «tournant... juste et équitable». S'il est vrai que les 2/3 de la taxe sur les carburants et la moitié de celle sur l'aviation seraient redistribués à la population, ils le seraient via les primes maladies, pour un montant qui aurait représenté 348 francs maximum cette année. Pour rappel, environ deux tiers des personnes consultant un service de désendettement ont des arriérés en la matière. Autant dire que la loi les soulagerait aussi insuffisamment que le climat.

Ne manquerait-il pas à ce débat un peu de (gilets) jaune(s)?

Jorge Simao

Appel de l'USS du 1^{er} Mai

La pandémie bouleverse le monde et le marché du travail. Cette crise historique laissera des traces profondes et douloureuses au niveau social et économique. Des centaines de milliers de personnes ont été – et sont encore – frappées par des licenciements ou doivent craindre pour leur emploi. Nos collègues des secteurs de la vente, des services ou du tourisme se sont vus raboter une partie de leurs revenus pendant des mois.

Les personnes à faibles revenus sont celles qui souffrent le plus, alors qu'au même moment, l'argent afflue sans discontinuer dans les villas de luxe grâce aux gains boursiers. Les rapports de travail deviennent de plus en plus précaires. Et les travailleuses et travailleurs de la vente en ligne, en plein essor lui, doivent encaisser plus de stress, des heures de travail non payées et des contrats temporaires.

Nous voulons maintenant que ce printemps soit synonyme d'espoir: l'espoir que les choses vont s'améliorer et qu'un nouveau départ social est possible! Des

modèles que l'on croyait immuables ont été complètement renversés par la crise. Cette crise réveille aussi la volonté des mouvements sociaux d'œuvrer pour enfin revaloriser les professions mal payées et introduire de nouvelles formes de sécurité sociale.

Ainsi, nous pourrions nous attaquer de front à l'injustice de la répartition actuelle des revenus. Les coûts de la pandémie ne doivent pas être portés par les travailleuses et travailleurs. La sortie de crise ne peut se faire qu'avec des perspectives d'avenir et une sécurité financière pour toutes et tous.

La solidarité a regagné toute son importance, et avec elle, la lutte pour un changement fondamental après des décennies de domination néolibérale. Ce qu'il faut, c'est une reprise pour les travailleuses et travailleurs – avec le plein-emploi, de meilleurs salaires et des retraites plus sociales. Le moment est venu «Pour un nouveau départ social!» ■

Programme romand du 1^{er} Mai 2021

Genève

11-12h: Commémoration devant la Pierre en hommage aux victimes du 9 novembre 1932 ainsi qu'un hommage aux brigadistes.

13h30: Rassemblement de départ à la place des 22 cantons avec arrivée à la Plaine de Plainpalais ou (selon l'évolution du dispositif lié au Covid-19): Rassemblement sur la plaine de Plainpalais.

Lausanne, Nyon, Morges, Yverdon-les-Bains, Vevey

9-12h: Stands de 1^{er} mai au marché.

Lausanne

9-12h: Stands de 1^{er} mai au marché. Dès le milieu d'après-midi: Manifestation du 1^{er} mai. Plus d'informations sur les lieux et horaires: www.vaud.unia.ch.

Neuchâtel

13h30: Départ du cortège à Place de la Gare. 15h: Arrivée au Collège de la Promenade. Interventions. Port du masque obligatoire et respect des mesures sanitaires. Intervenant.e.s: Collectif neuchâtelois pour la grève féministe, Droit de Rester Neuchâtel, Grève du Climat, Christian Weber, président d'Unia Neuchâtel.

Le Lode

13h30: Départ au Parvis de l'Hôtel-de-Ville. Port du masque obligatoire et respect des mesures sanitaires. Intervenant.e.s: PS, Grève du Climat, Association suisse pour le Droit des Femmes, Unia.

Fleurier (Val-de-Travers)

Dès 11h: Inauguration de la bibliothèque ouvrière. Port du masque obligatoire et respect des mesures sanitaires. Intervenant.e.s: POP, PS, Unia.

Delémont

Dès 11h: Rassemblement bruyant sur la place de gare. «Du bruit pour l'Égalité salariale, du bruit pour la fonction publique». Allocutions: Présentation de l'initiative cantonale pour l'égalité salariale. Soutien face aux attaques contre la fonction publique. Prenez vos réveils matin! Apéro, actions bruyantes, allocutions... le tout dans le respect des normes Covid. ■

Loi Covid, une situation cornélienne

VOTATIONS • Souvent présentée sous l'angle des aides économiques qu'elle pérenniserait, par-delà le mois de septembre, la loi Covid-19 recèlerait-elle des surprises et choix démocratiquement contestables?

Le 13 juin, le peuple Suisse se prononcera par référendum sur la loi Covid-19, soutenue par la plupart des partis dont le PST-POP. Le texte compile les ordonnances utilisées par le Conseil Fédéral (CF) pour faire face à l'épidémie depuis une année. Il est passé par le parlement qui l'a retouché. Ceci pour aboutir à une loi fédérale «sur les bases légales des ordonnances du CF visant à surmonter l'épidémie de Covid-19». Elle est actuellement en vigueur.

Un collectif peu connu, qui s'oppose par ailleurs aux tests de masse et au port du masque obligatoire à l'école, «Les amis de la constitution», ayant décidé s'opposer à la dite loi par référendum, conformément à l'art. 165 de la Constitution sur la législation d'urgence, celle-ci cessera de faire effet un an après son adoption par l'Assemblée fédérale. Soit en septembre prochain, à moins que le peuple ne l'approuve. Seulement voilà, le texte comporte notamment les mesures d'aides économiques. Les destinataires en sont les personnes salariées, les entreprises, la culture, le sport, les allocations pertes de gains ou encore la presse. Ainsi, dans le cas où le peuple dirait non, il scierait littéralement la branche sur laquelle il est assis. En effet,



Fourre-tout, la loi entérine notamment les aides financières Covid.

Alex Bardley

il ne serait, plus possible pour la Confédération de verser aides et prêts, faute de dispositions juridiques pour ce faire.

Flou législatif

A priori, aucun problème légal à l'horizon si ces mesures représentaient un seul bloc législatif. Comme le demandait le Sénateur indépendant, Thomas Minder et l'a refusé le Conseil des États par 30 voix contre 7. Or, en plus du volet contenant la base légale permettant le soutien financier aux secteurs qui en ont besoin, il en est deux autres. L'un concerne celui offrant la possibilité de prendre des mesures dans le

domaine des capacités sanitaires, comme la prise en charge des tests. L'autre pose la base légale permettant aux autorités de développer un passeport vaccinal, selon les mots du Conseiller fédéral Alain Berset (*Forum*, RTS). Un passeport «pour celles et ceux qui le souhaitent» dont ce dernier croit «qu'il est attendu par beaucoup de monde maintenant».

Choix impossible?

Il est permis d'en douter, et ainsi que le dit l'intéressé lui-même une «votation ce n'est pas un sondage, c'est une décision». Or, justement, le cadre par lequel

la population votante est interrogée la contraint à en prendre plusieurs d'un coup. Prenons une citoyenne souhaitant (voire serait dans la nécessité absolue) que des aides puissent continuer à être versées, à elle ou d'autres. Mais qui s'opposerait à la création d'un passeport sanitaire. Elle serait alors face à un choix cornélien. Soit contrainte à accepter la création d'un passeport vaccinal pour garantir – ou obtenir – la prolongation des aides au-delà du mois de septembre. Un choix, somme toute, assez peu démocratique. Et particulièrement pour celles et ceux dont la pérennité matérielle dépend des aides ou des prêts étatiques.

De plus, si la lutte contre la pandémie l'exige, le CF et le Parlement peuvent décider de nouvelles modifications de la loi. Ainsi au bouclage de la version actuelle¹ des explications du CF ne figurait pas (encore?) l'article 6a qui régirait un possible futur «certificat sanitaire», décidé 14 jours plus tard. N'y figurait pas non plus l'art. 3a stipulant que les personnes vaccinées «ne sont soumises à aucune quarantaine». Pourvu qu'une version à jour parvienne aux votant.e.s, même si l'avenir de la loi semble possiblement tout tracé, tout comme le nôtre. ■

Jorge Simao

¹ Disponible sur admin.ch

Le fil rouge du militant et de la militante

REVUE • Réflexions sur le travail militant à l'occasion du 1^{er} mai et de la sortie de la revue «Fil rouge».

Nés d'une collaboration entre les Jeunes POP et *GaucheBdo*, les articles traitent des sujets abordés pendant le week-end de formation des Jeunes POP, Form'action. Premier opus d'une revue annuelle, «Fil rouge» a été rédigé par six intervenantes et intervenants à Form'action 2019 et traduit dans trois langues nationales. «Fil rouge», c'est un chemin engagé et tracé pour la formation militante de toutes celles et ceux qui le désirent.

Large palette de thèmes

Ce premier numéro propose une introduction au marxisme, l'interview d'une militante du Parti communiste espagnol sur la grève des femmes dans son pays, une analyse de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE, une réflexion sur les systèmes d'enseignements globalisés et leurs conséquences, une critique

de la formation suisse et nos revendications face à ses déficiences, ainsi qu'une présentation de la Déclaration internationale des droits des paysans et de ses enjeux.

Cette publication fonctionne ainsi comme une extension du week-end de Form'action, en rendant les connaissances qui y sont présentées facilement transmissibles. Il s'agit également d'un support tangible pour faire connaître le week-end et les activités des Jeunes POP permettant un suivi des sujets traités.

Investissement conséquent

L'ouvrage représente lui-même un travail important: rédaction, traduction, illustration, mise en page, impression, mise en place de partenariats, présentation du projet et publicité, supervision des activités, le tout fait bénévolement sur du temps

libre. À l'occasion du 1^{er} mai, il semble important de faire la lumière sur ces activités militantes, réalisées en plus d'un travail salarié et/ou d'une formation, d'heures de trajet quotidiennes, d'une vie de famille. De nombreuses heures souvent oubliées tant elles deviennent «normales».

Ce travail qui certes nous forme, nous permet de transmettre nos valeurs et de mener à bien des projets qui nous portent, prend ainsi beaucoup d'énergie et de temps. Ce 1^{er} mai, célébrons aussi ce militantisme qui permet à notre parti, à nos députations, à ce journal et à toutes nos activités d'exister. ■

Léa Algizakis

Merci à Camille, Jordan, Amanda, Jeannot, Seyhan, Sonja, Derek et Milena pour la réalisation de «Fil rouge», que vous pouvez commander sur le site des Jeunes POP: <https://www.jeunespop.ch/2021/04/02/fil-rouge>

ACCORD CADRE...



Rectificatif

Dans notre dernier numéro, un article consacré à l'incendie des Tattes à Genève prétendait que deux agents d'entreprise de gardiennage Sécuritas avaient mis en examen par le Ministère public. Il s'agissait d'agents de Protectas.

IMPRESSUM

Société d'édition de GaucheBdo
25, rue du Vieux-Billard,
1205 Genève
Amanda loset, présidente

Administration
administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Publicité
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

GaucheBdo
a besoin
de votre
soutien!

CCP: 12-9325-6

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Jeunes de tout pays au secours du climat

Quand j'étais jeune, le sage était un monsieur vieux, barbu et révérent. Sa parole était d'or et la majorité des gens y adhéraient, à défaut de suivre ses préceptes. Aujourd'hui, les sages sont des jeunes filles de plus en plus précoces: Greta Thunberg, née le 2.1.2003, a commencé sa grève scolaire à 15 ans. Et voici qu'en Inde, une fillette de 13 ans, Ridhima Pandey, suit les traces de son aînée.

Les sauveurs qui les ont précédées se sont révélés plus tardivement. Le ministère de Jésus commence quand il a environ 30 ans. Gandhi a 24 ans quand il réagit pour la première fois à une discrimination raciale dans un train d'Afrique du Sud. Martin Luther King en a 26 lorsqu'il organise le boycott des bus de Montgomery, après l'arrestation de Rosa Parks, qui avait refusé de céder sa place à un Blanc.

Greta et Ridhima sont des adolescentes, et elles semblent avoir déjà tout compris. Nous avons découvert Greta Thunberg en août 2018. Elle était assise devant le Parlement suédois, tenant devant elle un écriteau où elle avait écrit «grève de l'école pour le climat», écriteau qu'elle transportera partout. Le vendredi, elle manquait les cours pour manifester. Elle revendiquait que la Suède se conforme à l'accord de Paris. Elle fut d'abord seule et ignorée, puis les médias s'intéressèrent à elle, des journaux et magazines internationaux, du *Time Magazine* à *Vogue*, en firent leur Une.

C'est à l'école, quand elle avait 8 ou 9 ans, que Greta Thunberg commence à s'intéresser au climat. Elle arrête de manger de la viande, de boire du lait, d'acheter des produits neufs, «sauf si nécessaire». «Ce sont juste quelques petits changements dans ma vie quotidienne», résume-t-elle. Dans l'appartement familial cossu et spacieux, niché en plein cœur de Stockholm, les habitudes de la famille ont, elles aussi, rapidement changé. Sa mère, Malena Ernman, cantatrice, son père, Svante Thunberg, acteur, et sa sœur cadette Beata ont pris conscience du combat de l'aînée de la famille après sa dépression: hantée par la cause climatique et les menaces l'entourant, la jeune fille est tombée malade à 11 ans, arrêtant de s'alimenter, d'aller à l'école et de parler, raconte son père. Sa mère a alors cessé de voyager à travers le monde, limitant ses déplacements aux pays nordiques et abandonnant l'avion pour rejoindre le combat mené par sa fille, qui refuse de voler «à cause du climat». Son combat, baptisé «Fridays For Future», s'est propagé à tous les continents.

Grâce à elle, des centaines de milliers de jeunes se mobilisent partout dans le monde et organisent des manifestations. En Suisse, elle a séduit le prix Nobel Jacques Dubochet. Des débats ont lieu autour d'elle et de ses revendications, elle est invitée à Davos, au sommet des Nations Unies sur l'action climatique, le 23.9.2019. Dans son discours, elle lance «How dare you?» («Comment osez-vous?») à la soixantaine de politiques présents, expression largement reprise par la presse et les réseaux sociaux. Des parlementaires nordiques la sélectionnent pour le Nobel de la paix. En juin 2019, elle succède à Václav Havel, Nelson Mandela et Malala Yousafzai comme récipiendaire du prestigieux Prix Ambassadeur de la conscience d'Amnesty International.

Ridhima Pandey n'a que 5 ans lorsqu'une tempête s'abat sur l'Uttarakhand, en juin 2013, suivie d'inondations, qui provoquent la mort de 5000 personnes. Profondément marquée, elle a déposé une pétition dans laquelle elle demande au gouvernement indien d'avoir un «budget carbone». Actuellement, elle est la porte-parole de la jeunesse indienne, qui estime être la première victime de la pollution de l'air, des fleuves et de la hausse des températures. Ridhima Pandey s'est impliquée dans le mouvement «Save Thano Forest», qui s'oppose à la décision du gouvernement d'Uttarakhand d'abattre plus de 10'000 arbres pour agrandir l'aéroport de Dehradun. Elle a été distinguée par la BBC parmi les 100 femmes qui changent le monde.

Partout, la jeunesse se mobilise, consciente que les changements climatiques la concernent directement. *Nous sommes la dernière génération qui peut mettre fin aux changements climatiques. Nous pouvons le faire et nous le ferons.* Khishigjargal, 24 ans, Mongolie.

La mer engloutit des villages, empiète sur les rivages, flétrit les récoltes. Devoir aller vivre ailleurs... les pleurs pour les proches qui meurent de faim et de soif. C'est catastrophique. C'est triste, mais c'est ce qui arrive. Timoci, 14 ans, Fidji.

Pendant ce temps, celles et ceux qui gouvernent le monde continuent à investir dans des autoroutes, des aéroports, qui appartiennent déjà au passé, et envisagent des mesures écologiques à prendre en 20 ans, 40 ans! Des entreprises continuent de forer la terre, au mépris des habitant.e.s, et de prélever le pétrole et le charbon qui nous empoisonnent. La pollution est partout présente, le CO₂ rejeté dans l'atmosphère augmente, 100 espèces disparaissent chaque jour en raison de la déforestation, de nouveaux virus se développent, les glaciers fondent, des scientifiques prédisent que cela fera monter le niveau des mers de 2 mètres, ce qui anéantirait non seulement les atolls des Maldives et d'Indonésie, mais toucherait les villes qui se trouvent au bord de l'eau: New York, Londres, Shanghai, Bombay, Hong Kong, Calcutta, Jakarta, Hanoi, Rio, Buenos Aires, Tokyo... Avec 2° supplémentaires, le niveau des mers continuera à s'élever pour couvrir des territoires aujourd'hui peuplés de 280 millions de personnes. Avec 4° de plus, le phénomène concernerait plus de 600 millions d'habitants. Inde, Bangladesh, Vietnam, Indonésie, Japon, États-Unis, Philippines, Égypte, Brésil, Thaïlande, Birmanie, Pays-Bas seront les pays les plus touchés...

Jacques Attali, dans son ouvrage *L'économie de la vie*, écrit qu'il est nécessaire de passer de l'économie de marché à l'économie de la vie: les secteurs qui remettent l'humain au centre, soit la santé, l'alimentation, l'hygiène, l'énergie propre, l'éducation, la recherche, les télécommunications, le digital, la sécurité, l'information, la culture et tout ce qui touche à la démocratie.

Comme nous ne pouvons pas compter sur nos gouvernant.e.s, tournons-nous vers notre jeunesse, et suivons ses directives, même les plus drastiques, si nous voulons sauver l'humanité. Et allons manifester, demain 1^{er} Mai, comme en chaque occasion.

Huguette Junod

Le pays agonise, Modi privatise...

INDE • Prenant appui sur la crise consécutive au Covid-19, le gouvernement indien lance un plan de privatisation massif. La connivence avec les milieux d'affaires dessine un national-capitalisme autoritaire. Décryptage.



Narendra Modi, un leader nationaliste et néolibéral.

Il paraît loin le temps où Narendra Modi jurait, la main sur le cœur, que «le gouvernement n'a aucune raison de faire des affaires». Février dernier, presque un siècle. La conjoncture économique née de la crise sanitaire offre pourtant une occasion rêvée au patronat indien et à ses amis d'avancer leur agenda. Une restructuration en bonne et due forme du capitalisme national qui vise avant tout à attirer les investisseurs étrangers, à constituer des oligopoles, et à emporter la compétition stratégique avec la Chine.

Bataille pour la prédation sur le secteur public

Le plan de privatisation massif a ainsi été dévoilé par la ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, qui expliquait, toujours au mois de février, ne vouloir conserver que «le strict minimum» des 350 entreprises publiques. Si le gouvernement s'en défend, le plan est établi de longue date. Après la cession, en 2019, de la participation majoritaire de l'État dans l'Idbi Bank et la fusion, ces quatre dernières années, de 14 banques, deux autres structures publiques devraient être livrées au privé.

Dans cette bataille pour la prédation sur le secteur public, les agences de notation prononcent la sentence. L'indien Icri, qui évalue le ratio global de prêts improductifs des banques publiques à «9,8%, soit plus du double des 4,3% des banques du secteur privé», prépare le terrain.

«Énormes pots-de-vin»

L'accumulation des actifs non performants des établissements bancaires n'est pas le fruit du hasard. Ces dernières décennies, les hommes d'affaires se sont insérés dans le jeu politique et dans les plus hautes strates de l'État. «La libéralisation économique des années 1990, loin d'atténuer la corruption, l'a amplifiée dès lors que de gros investisseurs, attirés par l'ou-

verture du marché indien, ont versé d'énormes pots-de-vin aux leaders politiques, qui sont devenus eux-mêmes des hommes d'affaires n'hésitant pas à forcer la main des banques publiques pour qu'elles prêtent à des industriels de leur entourage, tandis que des hommes d'affaires se sont fait élire au Parlement, multipliant les délits d'initié», relève Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au Ceri-CNRS.

Deuxième fortune du sous-continent, Gautam Adani est particulièrement représentatif du capitalisme de connivence développé par le premier ministre nationaliste Narendra Modi, d'abord à l'échelle de l'État du Gujarat qu'il a dirigé de 2001 à 2014, puis à l'échelon national. Actif dans les secteurs de l'énergie et des ports, il a prospéré à l'ombre des mesures de libéralisation avant de bénéficier des politiques de zones franches.

Tremplin vers les hautes sphères

De son côté, Narendra Modi s'appuie sur ce type d'ascensions éclairées pour vanter son modèle de gestion et s'en servir comme tremplin vers les hautes sphères de l'État fédéral. «Le modèle gujarati, dont il a assuré la promotion à grand renfort de publicité, a surtout profité aux grandes sociétés», confirme Christophe Jaffrelot.

Un modèle qui se heurte à la réalité du tissu économique indien, majoritairement composé de petites et moyennes entreprises, comme c'est le cas dans la paysannerie, largement mobilisée contre la libéralisation du secteur.

Les intérêts convergents de Narendra Modi et des grands patrons ont toutefois un coût: les avantages fiscaux et les prêts douteux des banques alimentent la dette, la réduction des dépenses publiques et la catastrophe environnementale.

Les nouveaux magnats profitent de leur position pour obtenir des prêts, racheter des dizaines d'entre-

prises à travers le monde avant de faire tout simplement faillite. À la tête de Kingfisher et incarnation de l'émergence indienne, Vijay Mallya, accusé de détournement de fonds, a longtemps tenté de se soustraire à la justice avant d'être rattrapé à Londres en 2017. Dix-sept banques l'accusaient de tenter d'échapper au remboursement d'une dette de 1,4 milliard de dollars (1,16 milliard d'euros) en déclarant la faillite de sa compagnie aérienne Kingfisher Airlines.

Pendant ce temps, les banques demeurent dans un état de fragilité qui justifie leur reprise en main par le privé. Dans ce secteur comme dans l'énergie, les transports ou l'agroalimentaire, le gouvernement justifie la cession de ses actifs par le fardeau que fait peser le poids de la dette sur le contribuable. La boucle est bouclée.

Des géants qui font la pluie et le beau temps

Face à l'état de l'économie, le bras de fer autour des privatisations révèle également l'évolution du capitalisme indien. Dans de nombreux secteurs, deux ou trois géants se disputent désormais au moins 50% du marché et ont ainsi le pouvoir d'y faire la pluie et le beau temps.

En outre, l'ouverture des capitaux à des groupes étrangers est l'une des composantes d'un plan plus large d'attrait des investisseurs afin de placer l'Inde en alternative à la Chine dans la chaîne de production internationale. Débarrassé de ses actifs, l'État peut se concentrer sur ses fonctions régaliennes comme la défense.

Dans le même temps, le Covid-19 sert de prétexte aux États dirigés par le Parti du peuple indien de Narendra Modi pour détruire le Code du travail et le droit syndical. Lors de la libéralisation des années 1990, la revue *The Economist* commentait: *Le tigre est sorti de sa cage.* Il est aujourd'hui intenable. ■

Lina Sankari

Publié dans *L'Humanité*

La Sicile entre réfugiés et ferrailleurs

CINÉMA • Contemplatif et organique, «Il Mio Corpo» arpente au plus près de la peau les destinées croisées réunissant adolescent transalpin et migrant nigérian sur une île en crise. A découvrir en salles romandes.

Le réalisateur italo-suisse Michele Pennetta signe ici le dernier volet d'une trilogie consacrée à la Sicile (*A iucata* en 2013 et *Pescatori di corpi*, 2016) en prenant soin de fictionnaliser le réel. L'histoire? Réfugié nigérian, Stanley travaille comme ouvrier agricole, berger et homme à tout faire dans une Église. «Il a obtenu un permis de séjour. Ce qui m'intéressait était de suivre sa manière de s'intégrer et survivre dans une île où toute intégration est quasi illégale et empêchée», explique le cinéaste en entretien.

Jeune garçon désabusé, Oscar rêve d'échapper à l'emprise de son père, autoritaire et largué. Vu par le pater familias comme un bon à rien, il l'aide à collecter de la ferraille dans une vallée déserte. En surgissent Madone en plâtre blanc ou chaudière. «La relation père-fils est aussi dure que complexe. Ancien alcoolique, le *padre* tente de préparer ses enfants à ce qui les attendrait à l'âge adulte. C'est une forme de transmission d'un chemin de vie précaire ainsi que son propre père l'avait réalisé pour lui. Au fil du tournage, j'ai fortement ressenti l'amour paternel pour ses fils. Marco, le père, est aussi victime de ce contexte démuné et âpre.»

Arpenter le paysage

A la fin de ce long-métrage intense suspendu entre documentaire et fiction, le cinéaste italien, né à Varese (Italie) en 1984, offre à ces deux destins que tout semble séparer, la possibilité d'une rencontre scénarisée au crépuscule. Elle mettra en lumière leur condition de prisonniers insulaires marqués de statuts toutefois fort dissemblables. Le film se déploie dans un décor aride de Far-West post-industriel, paysage de mines de soufre depuis longtemps silencieuses. Comme totems, des puits d'extraction métalliques rouillés à l'abandon.

Pour son scénario, le cinéaste confie d'abord s'intéresser à un territoire. «Il existe près de 500 mines soufrières désertées au centre de l'Italie. Dès



Sous le soleil de Sicile, le Nigérian Stanley vit grâce aux petits travaux fournis par le prêtre de la paroisse.

lors, comment les populations locales ont-elles survécu à cet effondrement industriel? A l'instar d'Oscar, son frère et son père, les ferrailleurs exploitent ces lieux ainsi qu'un nombre conséquent de décharges sauvages. La région compte aussi l'un des plus grands centres pour réfugiés en Europe.» D'où cette volonté de rendre compte d'une double survie au cœur d'univers migrants et autochtones maintenus à distance. Ils cohabitent sur un même territoire. Sans vraiment se rencontrer.

Réalisme et poésie

Le cinéaste propose une mise en scène toute de contrastes, entre photo ciselée et misère. La liberté éphémère se lit dans les corps en mouvement. A vélo, filant avec son frère pour l'adolescent transalpin. «C'est leur moment à eux. Juchés sur des

bicyclettes trouvées dans une décharge avant d'être réparées, ils s'extraitent alors du métal, de la réalité, de l'exiguïté étouffante de l'appartement familial et de la tutelle paternelle.»

Fuyant le lyrisme, le film infuse néanmoins un extrait interprété par des enfants du *Stabat Mater* de Pergolèse. Plus qu'une concession à la sensorialité frémissante et mélomane d'un Terrence Malick, voici une manière de conjuguer divers échos au sacré et au religieux distillés par le film, dès son intitulé. A quatre voix comme les quatre personnages de l'histoire, cet oratorio méditant sur la souffrance de Marie lors de la crucifixion de Jésus est l'un des textes les plus poignants de la liturgie chrétienne. Il traduit aussi la fragilité enfantine des protagonistes d'*Il Mio Corpo*.

Côté migrants, l'émancipation intermittente se lit en mer Méditerranée pour une baignade de loi-

sirs. L'image flottant au ras de l'eau découvre Stanley nageant paisiblement aux côtés de son ami Blessed dans une relation contrastée su fil de l'intrigue. Du déchaînement colérique à la tendre amitié en passant par une controverse en cuisine autour d'un plat traditionnel. «Peut-être sont-ils en couple. Mais leur puissante foi chrétienne amenait à une grande pudeur, avance le réalisateur. Sans renoncer à suggérer la sensualité de leurs liens intimes.»

Blessed disparaîtra in fine dans la nature afin d'échapper à l'expulsion. Mais peut-être pas à la prostitution de survie. Evoquant ces deux migrants, le réalisateur explique: «Ils avaient une vie, des amis, une maison qu'ils ont dû quitter. Stanley me disait qu'ils allaient souvent se baigner. Cette scène était importante précisément parce qu'ils avaient risqué leurs vies mais elle les montre comme des jeunes gens normaux qui ont envie d'aller à la mer, de s'amuser. Ils sont arrivés par la mer alors qu'ils étaient mineurs.»

Accompagner sans juger

Au fil d'un récit dénué de voix off et jugements, *Il Mio Corpo* met ainsi en parallèle le destin de ces deux compagnons d'infortune. Il semble unis par une improbable quête de sérénité, si ce n'est de félicité. Au final, ces invisibles marginaux et laissés-pour-compte partagent une même détermination à s'émanciper de leurs misérables conditions de vie. L'opus évoque la filmographie d'un Ken Loach. Sans sa vision marxiste mettant le capital au cœur des différentes interactions représentées dans sa chronique d'une famille en plein chaos, *Sorry We Missed You* (2019). Avec Pennetta, tout part aussi du travail – attendu, rêvé, subi. Alternant gros plans et plans-séquences, il se garde cependant de mettre en exergue uniquement l'aliénation dont sont victimes les protagonistes. ■

Bertrand Tappolet

PUBLICITÉ

1er mai 2021 Val-de-Travers

Local UNIA Fleurier (en face de la gare)

14h à 17h

Parcours découverte de la nouvelle bibliothèque UNIA, permanence politique et sociale, contact avec les forces de gauche de la région, le tout en musique !

Oratrices et orateur :

- Silvia Locatelli, secrétaire régionale UNIA Neuchâtel
- Romain Dubois, président du PS neuchâtelois
- Léa Aligizakis, secrétaire politique POP neuchâtelois

DANS LE RESPECT DES RECOMMANDATIONS SANITAIRES



Le Syndicat.



Parti socialiste
Val-de-Travers

Impasses de la gauche identitaire

LIVRE • Le mois dernier, des sondages annonçaient pour la première fois la possibilité d'une victoire au second tour de Marine Le Pen face à Emmanuel Macron en 2022. Comment en sommes-nous arrivés là?

La lecture de *Race et sciences sociales*, publié en janvier dernier par les chercheurs en sciences sociales et militants antiracistes Gérard Noiriel et Stéphane Beaud, peut offrir des explications intéressantes et inattendues à cette question. En se penchant sur l'évolution du sens accordé au mot «race» dans les discours racistes et antiracistes, cet ouvrage retrace le parcours de ce concept. Ceci de sa naissance à son utilisation actuelle par des courants de gauche que les auteurs qualifient de «gauche identitaire». Cet historique sert de base afin de comprendre l'impasse dans laquelle ont mené les stratégies de cette dernière et les tensions actuelles au sein des discours antiracistes.

Le livre retrace avec précision l'évolution du sens du mot «race», depuis sa première utilisation pour caractériser des groupes humains au cours du 17^e siècle. C'est pour la production de discours légitimant le colonialisme à travers la mobilisation du concept de races différentes et inégales que furent fondées les premières facultés d'anthropologie au 19^e siècle. La notion de race, ainsi parée de légitimité scientifique, a été employée par les idéologies racistes qui ont marqué le 20^e siècle, colonialisme et nazisme en tête. En face, les auteurs montrent que l'antiracisme était alors fortement associé à l'antifascisme. Il faisait ainsi partie intégrante de la lutte des classes et était à même de mobiliser massivement, comme par exemple lors de la période du Front populaire. Or, dans la période post-1968, l'antiracisme devient hégémonique aux États-Unis, en France et ailleurs et les grandes revendications d'égalité raciale sont inscrites dans la loi. Les auteurs montrent comment le concept de racisme va dès lors glisser de son acception politique pour devenir un synonyme de «discrimination» ou de «préjugé» dans le discours antiraciste. Tout le monde étant plus ou moins porteur de préjugés, le racisme devient donc progressivement une accusation banalisée et individualisée. Le discours antiraciste devient alors l'un des carburants de la gauche social-démocrate française qui, abandonnant la lutte des classes, va investir le discours identitaire pour faire du multiculturalisme son cheval de bataille. En leur

qualité d'observateurs de l'intérieur du monde universitaire français, les auteurs retracent avec précision l'influence étasunienne sur les sciences sociales françaises depuis cette transformation des années 1980. Ils illustrent comment des termes tels que «racisé», qui a fini par supplanter le terme de «travailleur immigré», ou «intersectionnalité» ont quitté le seul champ des sciences sociales pour devenir monnaie courante au sein de cette «gauche identitaire».

Émancipation ou enfermement identitaire?

Dans une conclusion plus politique, les auteurs avancent l'argument que cette mise en avant inédite de l'«identité» plutôt que de la «classe sociale» au sein d'une partie de la gauche, procédé jusqu'alors pratiqué par l'extrême-droite, s'est retournée contre celle-ci et a contribué à mener à la situation actuelle. Car, comme le montrent les auteurs, la mise en avant des divisions identitaires et l'effacement d'idée de l'appartenance de classe ont toujours été corrélés avec une recrudescence de l'extrême-droite dans l'Histoire. L'ouvrage se termine par un cas d'étude détaillé sur la mauvaise utilisation de cette mécanique identitaire lors de la fabrication d'un scandale lié à un prétendu cas de racisme au sein des hautes sphères du football français par le journal d'information en ligne *Mediapart* en 2011.

S'il traite du cas français, la lecture de ce livre permet de comprendre un processus également à l'œuvre en Suisse, où les mêmes tendances opèrent au sein d'une partie de la gauche. Et lorsque l'on voit que nous sommes à deux doigts du retour au pouvoir de l'extrême-droite dans un pays voisin, il semble d'autant plus nécessaire de saisir l'échec des stratégies antiracistes de cette «gauche identitaire». Ceci afin de reconstruire des discours rassembleurs centrés sur la notion de classe, qui seule permet de porter un message émancipateur tout en évitant les enfermements identitaires. ■

Paris Kyritsis

S. Beaud et G. Noiriel, *Race et sciences sociales*, Agone, 2021, 448 p.



La réforme AVS 21 méprise le travail des femmes

2



Isabelle Bonillo, femme de théâtre engagée

3



Comprendre le monde afin de le changer

4

CRISE

Travailleurs temporaires en première ligne

Nous traversons actuellement la plus grande récession économique depuis 1975.

Le taux de chômage et le taux de demandeurs d'emplois non-inscrits auprès d'un ORP en 2020 et au début de l'année 2021 dépasse largement celui de 2009 à la suite de la crise des *sub-primes*.

La situation est donc extrêmement préoccupante, en premier lieu pour les personnes à faible revenu qui ont été les plus touchées par cette crise sanitaire et économique. Selon un rapport de l'EPFZ publié en février 2021, les ménages dont le revenu est considéré comme très faible – moins de 4000 francs – ont subi une baisse de revenus de 20% en moyenne depuis le début de la pandémie. À l'inverse, les ménages dont le revenu mensuel est parmi les plus élevés – supérieur à 16'000 francs – ont vu leurs revenus diminuer de 8%. Parallèlement, les 1000 personnes les plus riches au monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement 9 mois, et les milliardaires ont même vu leur fortune augmenter de 3900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020.

Effondrements en cours

Les inégalités se renforcent, donc. Mais la précarité de l'emploi également: la crise Covid-19 a mis en exergue la fragilité extrême de l'emploi pour tous les travailleurs employés par l'intermédiaire d'une agence de location de services. Sur l'ensemble de 2020, le secteur temporaire s'est effondré de 14,3%, avec un recul de près de 23% lors du premier trimestre. Cette chute marque un véritable tournant, puisque le secteur du travail temporaire était jusqu'alors en constante croissance: en 10 ans, le nombre de travailleurs temporaires en Suisse a drastiquement augmenté, passant de 281'754 travailleurs en 2008 à 408'819 en 2018.

Avec l'arrivée de la crise sanitaire, bien que la Confédération ait finalement étendu le droit au chômage partiel (RHT) aux travailleurs temporaires en mai 2020, les patrons se sont donc empressés de «mettre un terme aux contrats de missions» (comprenez: licencier) des milliers de travailleurs temporaires dès le mois de mars 2020, en particulier dans les secteurs de l'industrie, la construction et les services.

Semi-confinement délétaire

Lors du premier semi-confinement en Suisse, en dépit des maigres



La crise modifie le marché du travail et frappe de plein fouet les travailleurs temporaires.

DR

mesures mises en place pour éviter les licenciements, les travailleurs temporaires ont donc été les premiers à faire les frais d'une précarisation grandissante du marché de l'emploi. Dans une logique d'optimisation maximale, le travail temporaire est utilisé comme variable d'ajustement pour répondre le plus finement possible à la demande de production.

Dans les secteurs à l'arrêt ou en nette baisse d'activité, la crise a mis en évidence la facilité avec laquelle les travailleurs temporaires peuvent être licenciés. Alors que la grande majorité des travailleurs engagés par le biais d'une agence de location de services sont à la recherche d'un travail stable et ne trouvent pas d'autres alternatives, et que certains travaillent comme «temporaire» depuis plusieurs années, les patrons apprécient les avantages d'une main

d'œuvre flexible, peu chère, et facilement licenciable.

Droit au chômage partiel annulé

Au mois de mars 2021, la Confédération annonce un rétropédalage: les travailleurs temporaires ne pourront plus bénéficier du droit au chômage partiel. Ceci met en exergue une convergence d'intérêts entre les autorités gouvernementales et le patronat à défendre une certaine vision du marché de l'emploi. Le travail temporaire précaire y prend une place toujours plus grande: «Le management qui s'appuie sur une main-d'œuvre flexible deviendra la norme», affirmait Sabine Neuhaus, responsable d'une agence de location de services, dans les colonnes du *Temps* (20 avril 2021).

La part grandissante d'une telle forme de travail dit «précaire» est le résultat d'une forme aboutie de

mise en concurrence acharnée des travailleurs et chômeurs dans la phase actuelle du capitalisme. Cette concurrence permet deux choses: user de la menace d'un licenciement pour intimider les travailleurs fixes et faire pression sur leurs salaires; créer des formes de travail précaire. Ceci pour ajuster la masse salariale aux besoins de l'entreprise et empêcher l'organisation syndicale des travailleurs.

Dans ce contexte, l'unité des travailleurs – fixes et temporaires – apparaît comme le ciment qui permettrait de bâtir les fondations d'une véritable lutte contre la crise, la misère et le chômage. À la lumière de la crise actuelle, l'urgence apparaît de s'organiser afin que tous les emplois soient stables et attribués grâce à un juste partage du travail couplé à une juste redistribution des richesses. ■

Anais Timofte

Edito

(R)appel du 1^{er} mai

Il y a un an, anticipant que la pandémie s'accompagnerait d'une crise économique, notre parti lançait un projet de taxe corona sur les hauts revenus pour protéger nos emplois. A travers une pétition et des motions déposées au Conseil National et dans les cantons de Vaud et du Jura, cette idée a connu un certain écho. Si le Grand Conseil vaudois a balayé notre motion (celle au Conseil national est toujours en attente), la crise économique est, quant à elle, bien arrivée et les réactions se multiplient. Dans une certaine indifférence, le plus grand plan de relance de l'histoire (1900 milliards de dollars) a été annoncé par les États-Unis, ce qui va faire plonger le déficit du pays à 18% du PIB, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Sourds aux propositions de taxes sur les grandes fortunes, les gouvernements libéraux vont chercher cet argent dans la dette publique. Cette dernière, démon du libéralisme par temps normal, se mue en sauveur. Mais il n'y a pas de quoi se réjouir, car les libéraux ne manquent jamais, une fois la situation rétablie, d'exiger des mesures d'austérité draconiennes au détriment de la classe des travailleurs et au bénéfice de celle des possédants. Ces plans de sauvetage par émission de dette annoncent donc les prochains rounds de la fameuse «lutte des classes» que les riches sont en train de gagner, comme le disait le milliardaire Warren Buffet.

Tel un mauvais père de famille accro aux jeux d'argent et enfoncé dans une spirale d'endettement, le libéralisme répond donc à la crise par la promesse d'une autre crise, plus grosse. Les forces qui proposent des solutions comme celles du POP étant encore trop retraitées, les projets de Taxe Corona sont balayés et cette boucle va se poursuivre. Mais comment peut-on lutter contre cela? Le Premier mai, en mettant en avant la notion de «travail» et de «classe des travailleurs», offre une réponse à cette question!

La crise sanitaire a commencé à révéler cette centralité du travail dans la vie: c'est le travail qui soigne, c'est lui qui construit, c'est lui qui divertit, c'est lui qui produit toute richesse. Et c'est sur la classe des travailleurs (et dans sa poche) que la classe politique libérale va taper lorsque ça va mal. C'est pourquoi, l'engagement dans cette lutte pour faire du travail un droit fondamental et un bien public, et de la richesse produite une richesse partagée, que célèbre le Premier mai, a toujours constitué le projet du POP.

La crise sanitaire a vu fleurir nombre d'appels et manifestes citoyens avec des revendications diverses et variées pour ne plus «repartir comme avant». Face à ce qui peut parfois ressembler à une cacophonie, le Premier mai offre un précieux rappel: il existe depuis longtemps un combat pour l'émancipation collective et la construction d'une économie plus écologique et sociale qui nous protégera de telles crises. Il existe une lutte historique qui a su rassembler, aux quatre coins du monde, au-delà de tout critère de genre, d'origine, d'orientation sexuelle ou religieuse. Cette «convergence» de toutes ces luttes et revendications, que nombres de mouvements appellent de leurs vœux, existe depuis longtemps et porte un nom: la lutte des classes.

Paris Kyritsis

DROITS SOCIAUX

AVS 21 méprise le travail des femmes

Que rien n'est jamais acquis, la lutte pour les droits des femmes* en Suisse en donne un exemple on ne peut plus clair.

Alors que la pandémie mondiale amène son lot d'urgences sanitaires, économiques, sociales et climatiques, sur lesquelles toutes les énergies devraient se concentrer, les femmes doivent à nouveau faire front pour défendre leur droit à une retraite à 64 ans. Ceci quatre ans à peine après que le projet Prévoyance Vieillesse 2020 ait été rejetée par la population, suite à une mobilisation féminine massive.

Combat historique

Mais l'AVS et les femmes, c'est une bien plus longue histoire, explique Danielle Axelroud Buchmann. Cette militante de la Grève féministe souligne que dès 1919, les femmes ont activement pris part aux travaux de création de l'AVS et elles n'ont cessé depuis lors, de se battre pour leur droit à une retraite digne¹. Leur combat obtient quelques victoires. Notamment lors de la 10^e révision de la loi sur l'AVS en 1997, le droit à une rente individuelle, le partage des cotisations, ainsi que «la prise en compte pour le calcul de la rente des bonifications pour tâches éducatives et/ou tâches d'assistance»².

Age de la retraite

Dès lors, le Conseil fédéral est revenu plusieurs fois à la charge pour tenter d'augmenter l'âge de départ à la retraite des femmes, au prétexte d'assurer les rentes. Mais la menace d'épuisement du fond ne s'est jamais réalisée. D'ailleurs, fin 2020, la fortune de l'AVS atteignait 47 milliards de francs, alors qu'elle s'élevait à 22 milliards en l'an 2000, rappelle la militante. Le fonds de l'AVS n'a cessé d'augmenter et, en fin d'année dernière, elle dégageait



Le 14 juin 2019, les femmes étaient déjà descendues dans la rue pour revendiquer leurs droits.

Gustave Deghila

un bénéfice de 1'941 millions de francs.³

Le projet AVS 21 suit exactement la même logique que les tentatives précédentes. Ce dernier prévoit le renflouement des caisses de l'AVS par la hausse de six ans de la retraite des femmes, une flexibilisation du départ à la retraite entre 62 et 70 ans et une augmentation de la TVA de 0,7 points. Donc, à nouveau, les économies se feraient sur le dos des femmes.

Or, celles-ci sont déjà désavantagées tout au long de leur vie professionnelle: «la retraite, c'est l'heure de vérité», assène Danielle Axelroud Buchmann. «Les discriminations des femmes au moment de la retraite

proviennent en fait de toutes les discriminations subies avant d'y arriver. Les femmes perçoivent en moyenne un tiers de retraite en moins que les hommes parce qu'elles sont moins payées qu'eux, sans pour autant travailler moins.» Le travail non-rémunéré, les discriminations salariales, le temps partiel, l'occupation de postes dévalorisés et moins rétribués se répercutent de façon conséquente sur les rentes des femmes.

Temps des alternatives

Des alternatives existent cependant pour alimenter les fonds de l'AVS. La conseillère nationale Verte Léonore Porchet rappelle notamment que

l'AVS étant financée par les cotisations, une lutte effective contre les inégalités salariales permettrait de renflouer ses caisses de manière bien plus efficace. En effet, la différence de revenus entre hommes et femmes, équivalant à 684.- par mois de moins perçu par les femmes dans le secteur privé et 602.- dans le secteur public, «si les inégalités salariales étaient combattues sérieusement et donc que les salaires des femmes étaient les mêmes que ceux des hommes, cela représenterait chaque année 750 millions de revenus en plus pour l'AVS»⁴. En outre, pour être plus viable et équitable, les deux piliers (AVS et LPP) devraient être fondus en un seul, de

manière à assurer les retraites actuelles (avec le système actuel de l'AVS, par répartition) et futures.

Projet de société dépassé

Pour Mme Axelroud Buchmann, la crise actuelle a été révélatrice des alternatives possibles. La pandémie a mis en évidence le fait que l'État a les moyens d'intervenir plus activement dans l'économie: «Lorsqu'il a fallu aider les entreprises dans le contexte de crise qui se prolongeait, tout à coup il y a eu de l'argent. On a trouvé de l'argent. Ça a montré que c'est possible. Si on trouve de l'argent pour le Covid, on peut en trouver pour les retraites.

Au final, les questions que le débat soulève dépassent la seule préoccupation de l'assainissement de l'AVS. L'enjeu est à la fois social – on fait sauter les verrous pour une augmentation de l'âge de la retraite pour tout le monde et on creuse les inégalités –, sanitaire – en travaillant plus longtemps on augmente les risques de problèmes de santé –, climatique – lutter contre le réchauffement passe par la remise en question de nos modes de production et de consommation. En nous faisant travailler plus longtemps, AVS 21 repose sur un projet de société qui va à contre-courant de toutes les leçons que l'on devrait tirer de la crise. ■

Elisa Turtschi

1 Danielle Axelroud Buchmann, «L'AVS et les femmes, une longue histoire», publié sur domainepublic.ch, le 18 mars 2021.

2 Ibid.

3 Rapport annuel du fonds de compensation AVS, communiqué compenswiss du 19 avril 2021.

4 Léonore Porchet, «AVS21: une réforme inacceptable», note de blog, publié le 8 mars 2021.

SYNDICALISME

Pour une régulation du télétravail

Dans de nombreux secteurs de notre société, la pandémie a accéléré les tendances économiques existantes.

Ainsi de l'essor du commerce électronique à la fermeture des magasins dans nos villes, en passant par la baisse des ventes de journaux à la croissance des médias en ligne. La pandémie a également entraîné une augmentation spectaculaire du travail à distance et du télétravail.

Alors que les travailleurs se confinaient chez eux en mars 2020, peu s'attendaient à ce que le travail à domicile devienne permanent. C'est pourtant ce qui se passe maintenant dans de nombreux secteurs tels que l'informatique, les centres de contact, la finance, les assurances et bien d'autres domaines.

Extension de la vidéosurveillance

L'augmentation constante du télétravail soulève de nombreuses questions importantes pour les travailleurs, les syndicats et la société. Ceci bien au-delà de la demande faite à l'employeur de payer la connexion Internet ou un nouveau bureau et des outils informatiques.

Dans certains secteurs, notamment les centres de contact (appelés autrefois centres d'appels), Teleperformance, la multinationale française qui domine le secteur ainsi que nombre d'autres employeurs, ont commencé à installer une surveillance vidéo de leurs employés à domicile. Cela n'est pas accep-

table, ce d'autant plus que de nombreux jeunes employés travaillent depuis leur chambre à coucher et s'opposent fermement à cette vidéo surveillance. Ces derniers mois, nous avons assisté à des campagnes réussies en Grèce et en Albanie pour obliger Teleperformance à retirer les caméras.

Défis à résoudre

Il n'y a pas que le problème de la surveillance du télétravail qui doit être considéré. On doit aussi tenir compte des contrats de travail. Certains employeurs ont fait en sorte que leurs salariés en télétravail deviennent des travailleurs indépendants. D'autre part, le télétravail abolit la frontière entre la vie professionnelle et la vie privée, et isole les travailleurs qui parfois n'ont jamais rencontré, même virtuellement, d'autres employés que leur superviseur. Ces télétravailleurs devraient également avoir le droit de se déconnecter. De plus, il faudrait définir qui est responsable de la santé et de la sécurité dans ce mode de travail à domicile.

Comment créer un sentiment de solidarité entre des travailleurs qui ne se sont jamais rencontrés? Comment recruter dans un syndicat une main-d'œuvre géographiquement dispersée? Pour tenter de répondre à ces questions et fournir des conseils pratiques aux syn-

dicats, UNI Global Union, dont le siège est à Nyon, a élaboré un guide détaillant les principes fondamentaux des syndicats pour garantir les droits des travailleurs lorsqu'ils travaillent à distance.

Précieux guide

Ce guide couvre dix principes fondamentaux pour le télétravail. Ainsi les employeurs doivent garantir la liberté syndicale et la négociation collective pour les travailleurs à distance. Ils sont aussi dans l'obligation de maintenir les droits et les relations de travail avec les travailleurs à distance.

Par ailleurs, l'utilisation d'outils de surveillance pour contrôler les travailleurs à distance doit être limitée. Et ce type de travail doit se faire sur une base volontaire. Les employeurs ont le devoir de respecter les horaires

de travail normaux et le droit à la déconnexion. Ils sont donc responsables de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Quant aux coûts des équipements espaces de travail à distance, ils sont à la charge de l'employeur. Le travail à distance doit être «non sexiste» et ouvert à toutes et tous. Aux travailleurs à distance est garanti un accès égal à la formation et à l'évolution de carrière. Avant d'introduire ou d'étendre les règles relatives au travail à distance, syndicats et employeurs s'engageront à réaliser des études d'impact et produire une documentation complète. ■

Andy Snoddy,

Syndicaliste à Uni Global Union, Nyon

Ce guide, utile tant aux syndicats qu'aux télétravailleurs, est disponible à l'adresse suivante <https://uniglobalunion.org/news/uni-releases-principles-collectively-bargaining-advance-remote-workers-rights>

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Responsable:** Christophe Grand / **Tél.:** 021 312 06 76 / **E-mail:** info@popvaud.ch / **Abonnements:** info@popvaud.ch / **CCP Résistance:** 10-769952-7 / **Maquette et mise en page:** Solidaridad Graphisme / **Corrections:** Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

CULTURE EN LUTTE

Isabelle Bonillo, femme de théâtre engagée

Passée adolescente aux Jeunesses communistes en France, la comédienne et metteuse en scène fait voyager son camion-chapiteau, La Barraca, scène mobile de sa compagnie ambulante. Comme le faisait en 1931 le poète et écrivain antifranquiste Federico Gracia Lorca. Entrevue.

Une présentation expresse?

Je suis franco-suisse, française par mon papa et suisse par ma maman. Vivant depuis longtemps à Lausanne, je suis toutefois plutôt de Genève et la Chaux-de-Fonds. Après avoir fait pas mal de danse, des études de philo à la Sorbonne et un bac musique, j'ai réalisé une formation en théâtre et j'y travaille depuis 37 ans. D'abord comme comédienne. Puis peu à peu, j'ai eu envie de mener mes projets, devenant aussi metteuse en scène, auteure de temps à autre. Et productrice avec camion-chapiteau. Mais ce qui me tient le plus à coeur, c'est jouer.

Pourquoi le théâtre?

C'est un peu particulier car mes deux parents sont nés dedans. En fait, je suis un accident du groupe 7 et 8 de l'école de théâtre à Strasbourg. Mes parents me disaient toujours que c'était un métier décevant, insatisfaisant – ce que je ne commence à comprendre que maintenant. Ils ne m'ont jamais empêché d'en faire. Mais ils me disaient «c'est con, tu es bonne à l'école, fait de vraies études, un vrai métier, un métier qui marche mieux que le théâtre». Finalement, je me suis quand même décidée pour la voie théâtrale.

Comment vois-tu l'état actuel du monde culturel?

Le problème avec un monde qui est excessivement capitaliste existe depuis longtemps. Disons qu'après 68, on a eu une sacrée récupération du pouvoir qui ne s'est pas amélioré avec les années. Alors la culture, dans un monde de ce type-là, c'était déjà un problème bien avant la situation aujourd'hui. Il faut bien comprendre que dans un monde comme le nôtre, la culture n'est pas la première valeur marchande à être défendue. Donc, finalement, le Covid pour nous, ce n'est qu'une couche de plus.

Mais encore...

Le problème de nos métiers, ce n'est pas tellement l'artistique, on ne va pas s'empêcher de travailler. Mais c'est bien le problème de la paie, car on n'est jamais rémunéré à hauteur de ce qui est travaillé. Dans un pays aussi riche que la Suisse, il y a énormément d'artistes qui n'ont quasiment pas de LPP, puisque les employeurs peuvent ne pas la payer s'il y a moins de deux mois de salaire. La plupart du temps, nous avons des contrats où elle n'est pas versée, y compris dans les institutions.

Ainsi notre vrai grand problème, c'est finalement l'argent qu'il nous faut pour vivre et pouvoir continuer à développer des projets artistiques et créatifs. C'est sûr qu'avec le Covid, cela empire. Mais est-ce étonnant dans un monde où l'humain et le créatif ne sont pas valorisés? Puisque seule la valeur marchande l'est.

Enfin, les spectateurs doivent dire ce qu'ils veulent comme culture. Est-ce que Netflix et les écrans est la seule culture souhaitée, ou sont-ils ouverts à d'autres projets? Ceux qui aiment l'art, vont aux musées, aux spectacles ou aiment lire ne se mani-



Pour Isabelle Bonillo, la culture reste un parent déshérité en Suisse.

festent pas beaucoup. Ce serait bien que les gens se mobilisent pour défendre la culture.

L'Etat soutient-il suffisamment la culture?

Ce ne sont pas les Etats qui sont maîtres d'œuvre, car ils sont dépendants de ceux qui ont plus d'argent qu'eux et des multinationales ayant des intérêts. Maintenant, est-ce que des Etats capitalistes comme la Suisse vont soutenir la culture alors qu'ils subissent des pressions de multinationales? Je ne le pense pas.

C'est évident que nous n'avons pas suffisamment de subventions de la part de l'Etat de Vaud, de la Confédération et de la Ville de Lausanne. Il faut savoir que les plus grandes subventions pour la culture viennent de la Loterie Suisse Romande. On vit donc grâce à l'addiction des gens aux jeux. Ce ne sont pas les pouvoirs publics qui nous donnent le plus d'argent, c'est quand même un problème.

Peux-tu nous parler de ton expérience personnelle...

En temps de Covid, j'ai fait toutes les demandes d'aides en cas de report, d'annulation, les RHT, les indemnités de l'Etat de Vaud, etc. Ce n'est pas suffisant! L'année dernière on a perdu 8000 francs parce que personne n'est indemnisé à 100%. Ce sont ainsi les compagnies de théâtre comme la nôtre qui s'endettent. En 2021, il a déjà fallu remplir deux dossiers d'aide de plus, alors qu'on croule sous les dossiers de demande de fonds pour pouvoir toucher des indemnités. En tant qu'artiste, on a dû refaire un dossier pour avoir des indemnités sous forme de bourses. Et un autre comme entreprise culturelle pour un projet de transformation. Les indemnités ne sont pas données comme ça, c'est du travail en

plus alors que l'on n'arrive pas à payer l'investissement notamment administratif fait au quotidien.

Quelles sont les revendications du monde culturel?

Les *petits* ou les créatifs de base qui fabriquent le spectacle ou une œuvre d'art, sont les moins bien rémunérés, étant en contrat à durée déterminée. Ceci alors que les gens qui sont dans le culturel, au sein de grosses institutions sont payés en fixe avec un 13^e salaire. Je n'en ai jamais eu en 37 ans. Que des CDD de deux mois en deux mois, donc il en faut 6 pour faire un an. C'est là tout le problème. Et ce n'est pas faute de travailler assez, alors qu'il y a plein d'endroits qui ne nous rémunèrent pas pour ce que l'on fait. Voici la principale revendication: il faut surtout s'occuper des petits, des créatifs, des artistes, de leurs salaires mal payés.

En Suisse, pas de statut d'intermittent du spectacle. C'est aussi un problème?

Oui. Dès qu'un métier n'a pas de statut c'est problématique. Cela a tout de même progressé. Ainsi, j'avais des copains danseurs, le seul statut qu'ils pouvaient autrefois avoir c'était stripteaseur. Ils peuvent désormais indiquer comme profession, danseur. Mais de manière générale, toujours pas de statut. C'est comme si l'on n'existait pas. Tel est le problème de la Suisse par rapport à la France qui a un statut d'intermittent, même s'il est bancal. Heureusement, nous avons un syndicat. Qui nous défend bien.

Tu fais du théâtre engagé et populaire?

Je suis issue d'une famille, où mes parents ont fait le Théâtre national de Strasbourg juste avant mai 68. C'était du théâtre engagé. *Engagé*

signifie se préoccuper de à qui il est destiné, tel est le premier critère. Ensuite, j'ai toujours été engagée dans ce que je fais. Engagée de gauche, c'est-à-dire défendre les plus démunis. Quand je pense à mes projets, je réfléchis quels gens j'aimerais toucher et comment? J'aimerais bien que la culture et le théâtre touchent plus que les simples abonnés qui ne représentent que 5 ou 10% de la population. Ce n'est pas toujours facile, parce qu'ils ne viennent pas et aussi parce qu'il n'y a pas beaucoup de structures qui permettent l'accès à des gens comme ça.

Ton expérience à ce sujet?

J'ai essayé à Lausanne dans des Maisons de quartier. Là, ça allait mieux. Ou en tournée sur le littoral neuchâtelois. Avec la Comédie de Genève dans les quartiers où l'on arrive à toucher d'autres gens qui ne vont pas habituellement au théâtre. Mais ce n'est pas simple. Il faudrait faire un travail de fond beaucoup plus important. Ce qui a été réalisé en France à un moment donné. Cela se sent quand on y joue, même si ça s'est un peu perdu ces dernières années.

En Suisse, c'est plus compliqué. On doit encore convaincre que la culture est faite pour tous et de sa démocratisation. Il n'y a pas de raison que des gens ne puissent pas y accéder. Ce n'est pas juste une question de choix, mais aussi d'éducation. Si l'on est éduqué à ce genre de culture, on y va plus facilement que si l'on n'y a jamais eu accès. Les personnes de mon entourage qui ne sont jamais venues voir cette culture sont généralement contentes d'y

accéder. Donc, je me dis qu'il ne faut pas les rater.

Tu as aussi des engagements au sein du POP, pourquoi ce choix?

En France, adolescente, j'ai été engagée aux Jeunesses Communistes, à l'avant-garde. Ensuite, j'ai toujours été sympathisante PCF, mon père l'était clairement. Quand je suis arrivée en Suisse, c'était la suite logique que mon engagement se fasse auprès du POP. Parce qu'ils sont les seuls à défendre les plus démunis, que l'on ne peut résoudre la crise écologique sans s'attaquer aux problèmes économiques, et qu'on ne peut les régler sans s'attaquer aux grandes entreprises. Celles-ci préfèrent faire du fric plutôt que défendre le bien commun. On doit clairement contrer la société dans laquelle nous sommes, on peut plus se permettre de dire je ne sais pas, il faut être clair!

Maintenant, j'ai envie de m'engager davantage, car j'ai plus de temps. À l'époque, j'aurais pu rentrer au Conseil communal lausannois, étant dans les viennent-ensuite. Mère célibataire, seule avec ma fille sans pension alimentaire et mon métier très irrégulier, j'ai finalement renoncé. Je me suis dit que ce n'était pas sérieux, si je ne participais pas régulièrement aux séances. A mon âge, j'ai moins peur de m'engager publiquement comme artiste. Cela a désormais moins de conséquences sur ma vie artistique, où l'on n'aurait pu me refuser des subventions à cause de mes engagements politiques. L'autocensure existe dans l'art pour des raisons de survie. ■

Propos recueillis par
Christophe Grand

Les Petits Classiques

! Poil de Carotte de Jules Renard
 ! Oncle Vanja d'Anton Tchekhov
! La Cantatrice Chauve d'Eugène Ionesco
 ! L'Ouvrier d'Isabelle Bonillo

par T-âtre IBonillo
DURÉE : 1h - 1h45

REPRÉSENTATIONS 2021
SOUS CAMION-CHAPITEAU ET ADAPTATION EN SALLE EN ALTERNANCE UN SPECTACLE PAR JOUR

4 AU 12 MAI
THÉÂTRE TUMULTE À PESEUX, GRAND-RUE 37
20h (DIM. 9 À 17h) - (RELÂCHE LUN. 10)
RÉSERVATIONS : 032 725 76 00 / tumulte.ch
🔥 4-7 MAI 🔥 5-8 MAI 🟡 6-9 MAI

14 AU 27 MAI
PLACE ST-MAUR (À CÔTÉ DE LA CATHÉDRALE) À LAUSANNE
19h (RELÂCHE LUN. 17, 24) - RÉSERVATIONS : 079 205 39 51
🔥 14-18-21-25 MAI 🔥 15-19-22-26 MAI 🟡 16-20-23-27 MAI

7 AU 31 JUILLET
ESPACE ST-MARTIAL FESTIVAL OFF D'AVIGNON
2 RUE HENRI-FABRE, 84000 AVIGNON
14h55 (RELÂCHE DIM. 11, 18, 25 JUILLET)
RÉSERVATIONS : 0033 4 86 34 52 24 ou 0033 6 14 22 92 38 / saint-martial.org
🔥 8-12-15 JUILLET 🔥 9-13 JUILLET 🟡 7-10-14 JUILLET 🟡 16 AU 31 JUILLET

10-11-12 SEPTEMBRE
THÉÂTRE OUVERT DU LUXEMBOURG
20h (DIM. 12 À 17h30) - RÉSERVATIONS : 00352 49 31 66 / to.lu
🔥 10 SEPTEMBRE 🔥 11 SEPTEMBRE 🟡 12 SEPTEMBRE

T-âtre IBonillo
t-atre-ibonillo.blogspot.com
Informations : 0041 79 205 39 51

DATES ET HORAIRES SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

ALTERNANCE
ERNEST GÖHNER STIFTUNG
FRANÇOIS JACQUES
FRANÇOIS JACQUES
MIGROS VAUD

MOUVEMENT

Comprendre le monde afin de le changer

Le traditionnel événement de formation des Jeunes POP, Form'action, a eu lieu le week-end de Pâques.

Du fait de la situation sanitaire, l'édition s'est déroulée complètement en ligne, même si beaucoup de gens se sont retrouvés en petits groupes afin de suivre les différentes formations et conférences. Form'action fut un grand succès avec environ une centaine de participants sur le week-end. De nombreux sujets ont été abordés pendant les conférences, notamment le rôle des élus populistes, le salaire à vie, la santé de proximité et l'impérialisme. Les cours ont aussi suscité l'engouement avec une introduction au marxisme et des formations sur le droit à la ville ainsi que l'écologie. Le comité d'organisation était très content de cet événement qui a su, malgré le passage en ligne, amener un public satisfait.

Saisir le monde, le transformer

Cet événement est très important pour les Jeunes POP. Nous sommes une jeunesse révolutionnaire, nous voulons donc un changement radical de la société. Mais cela n'est pas possible si nous ne savons pas comment fonctionne le monde actuel. C'est en analysant le problème du capitalisme qu'on peut comprendre que le socialisme est la solution pour une société faite pour les travailleur.se.s. Lors de la dernière édition en présentiel de Form'action, nous avions une banderole avec la citation de Marx: «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde; il faut désormais le transformer». Les Jeunes POP se retrouvent pleinement dans cette maxime. Nous voulons comprendre et interpréter le monde. Mais nous le faisons dans un but très précis, celui de le changer. Ainsi la théorie et la pratique politique ne sont pas séparables. Si l'on fait que l'une des deux, nous n'arrivons pas à mener des changements qui vont dans le bon sens.

Hégémonie culturelle

Nous organisons cet événement chaque année afin de mieux comprendre le monde pour le changer, mais aussi pour mener la bataille des idées. Antonio Gramsci, un communiste italien du 20^e siècle, a développé la théorie de l'hégémonie culturelle. Malgré le fait que les sociétés



Fil rouge, la nouvelle revue des Jeunes POP.

occidentales ont les bonnes conditions matérielles pour mener une révolution, elle n'arrive pas car la pensée des capitalistes est trop imprégnée dans la société, notamment chez les travailleur.se.s.

Audience grandissante

Il faut donc amener nos idées de solidarité et d'égalité dans le débat public et qu'elles gagnent en popularité. Et ce n'est qu'en transformant les idées dominantes, qui sont actuellement en faveur du capitalisme, en des idées qui mettent d'autres valeurs en avant qu'on arrivera à mobiliser les travailleur.se.s pour une révolution. C'est pourquoi les Jeunes POP organisent nombre d'événements pour mettre en avant

nos idées. Et Form'action en fait évidemment partie.

Cette édition était la dixième de Form'action. D'un groupe d'amis se retrouvant dans un chalet à un événement rassemblant une centaine de personnes, Form'action a su grandir et devenir un événement à la qualité toujours meilleure. C'est une grande fierté pour les Jeunes POP de voir chaque année des jeunes (et moins jeunes) motivé.e.s se retrouver pour un objectif commun, rendre ce monde meilleur. Les Jeunes POP existent depuis seulement trois ans au niveau suisse. Nous avons réussi à consolider des sections cantonales, afin de créer pour la jeunesse un outil de changement et d'analyse. Alors que nous

venons de réaliser une campagne défendant plus de droits pour les apprenti.e.s, nous poursuivons avec une autre axée sur la santé pour tous.te.s. Comme Form'action, ces événements sont d'autant plus motivants, puisqu'ils rappellent que nous ne sommes pas seul.e.s à lutter, et que partout en Suisse, des gens se battent pour le socialisme.

«Fil rouge», une revue marxiste

La dixième édition de Form'action a vu naître un projet accompli par les Jeunes POP en collaboration avec *Gauchebo*. En effet, nous avons pu présenter la première édition de *Fil rouge*, une revue marxiste comprenant les thèmes des différents cours et formations du dernier Form'action.

Ce numéro traite notamment de l'analyse de Marx, de la grève des femmes en Espagne, de l'accord-cadre, des apprenti.e.s, de l'éducation ainsi que des droits des paysans. *Fil rouge* remplit évidemment les mêmes objectifs que Form'action décrits précédemment 1.

Les Jeunes POP sont ainsi d'autant plus motivés à organiser la prochaine édition de Form'action. Vous pouvez déjà réserver la date du 15 avril au 18 avril 2022. Nous vous attendons avec de nombreux cours et conférences. ■

Jordan Willemin,
président des Jeunes POP Vaud

1 Vous pouvez commander cette revue sur le site web des Jeunes POP (jeunespop.ch) pour 15.- (ou 30.- le prix de soutien).

Renens, place du Marché,
samedi 5 juin 2021
de 9h à 16h

**Grand marché
aux puces
et foire
aux livres**

Risotto ticinese à midi

Organisation : Fourmi rouge - POP

simplement
POPulaire

POP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

Merci!

Grâce à vous, avec 32
élu.e.s, le POP Vaud
progressé et gagne 7
sièges à travers le
canton par rapport à
2016 et maintient ses
3 municipaux

**ELECTIONS COMMUNALES
ET MUNICIPALES**

**Recommandations pour la votation du
13 juin du POP Vaud**

- 1) Initiative dite "eau potable" : liberté de vote
- 2) Initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse : OUI
- 3) Loi COVID : OUI
- 4) Loi CO2 : NON
- 5) Loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme : NON

Retrouvez nos arguments détaillés sur ces votations sur www.popvaud.ch